

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

1) INTRODUCTION

1. Depuis la crise financière qui a frappé l'Asie en 1997, l'Indonésie a lancé un ambitieux programme de réforme économique afin de rétablir la croissance, avec un certain succès. Sa politique macro-économique s'est améliorée avec l'adoption du programme de stabilisation appuyé par le FMI. Le taux de change de la rupiah s'est stabilisé et le taux de croissance est assez vite remonté, à 4,9 pour cent en 2000. Toutefois, il est ensuite retombé à 3,4 pour cent en 2001 et à 3,7 pour cent en 2002. L'Indonésie a fait de bons progrès vers la réalisation de ses objectifs économiques essentiels, notamment l'assainissement budgétaire, et a réduit les subventions à la consommation pour les carburants et les produits alimentaires, malgré une évolution défavorable de la situation interne et externe. Les réformes structurelles, élément clé du programme appuyé par le FMI, ont été axées sur l'assainissement du secteur financier, en particulier la restructuration des banques, la recapitalisation et la vente d'entreprises d'État, le rééchelonnement des dettes des entreprises et, surtout au début du programme, la libéralisation du commerce extérieur; néanmoins, le récent enlisement de la réforme dans des secteurs clés, comme ceux du riz et du sucre, pourrait être le signe de l'adoption d'une attitude plus protectionniste.

2. Malgré des améliorations notables, l'économie indonésienne reste fragile; le taux de croissance est inférieur à celui enregistré par d'autres économies d'Asie qui ont également été touchées par la crise financière.¹ Cette crise a mis à rude épreuve les finances publiques. La dette publique, bien qu'elle diminue plus vite qu'on ne s'y attendait, est encore très élevée, ce qui est dû essentiellement au fait que l'État a émis des obligations pour financer la recapitalisation et la restructuration des banques et pour garantir l'ensemble des engagements bancaires. Les incertitudes associées à la situation politique délicate du pays et les demandes d'autonomie de certaines grandes provinces, ainsi que les troubles sociaux récurrents, ont aussi entravé le redressement de l'économie. Les carences de la gouvernance économique et le non-respect de la loi, la corruption qui semble très courante dans les administrations publiques et la lenteur des réformes structurelles dans ces domaines, notamment le retard de la privatisation, du renforcement des tribunaux du commerce, de la révision des lois sur la faillite et de la création d'une commission de lutte contre la corruption ont terni l'image de l'Indonésie et sapé la confiance des investisseurs étrangers.² Il y a eu d'autres facteurs qui ont eu une influence négative sur la croissance: la crise du Timor oriental en 1999, le fléchissement de l'économie mondiale après les attentats de septembre 2001 aux États-Unis et les sérieuses répercussions sur le tourisme et sur l'économie indonésienne en général de l'attentat de Bali d'octobre 2002. Pour résoudre les problèmes économiques chroniques que sont le surendettement, l'insuffisance de l'investissement étranger et la fragilité du système bancaire, le gouvernement doit donc relever un formidable défi. Il a récemment fait preuve de sa volonté renouvelée de poursuivre les réformes macro-économiques et structurelles.

3. Selon l'indicateur du développement humain, en 2000 l'Indonésie se classait au 110^{ème} rang global et au 57^{ème} parmi les pays à niveau de développement humain moyen (tableau I.1). Le PIB par habitant était de 678 dollars EU en 2001, soit plus de 30 pour cent de moins qu'en 1997 (10 pour cent si l'on calcule en rupiahs). Le pays est riche en ressources naturelles et exporte un large éventail de produits des industries extractives (pétrole, gaz et minéraux), de produits manufacturés (textiles, vêtements et appareils électriques) et de produits agricoles (café, thé, caoutchouc, bois et huile de palme), ainsi que des crevettes. En 2001, l'industrie manufacturière pesait 26 pour cent du PIB et

¹ Banque mondiale (2003), page 1.

² FMI (2002a).

assurait quelque 75 pour cent des exportations des produits autres que le pétrole et le gaz. Le rôle du pétrole et du gaz reste important puisqu'en 2001 ce secteur représentait 14 pour cent du PIB et fournissait 22 pour cent des exportations de marchandises. En 2001, la part des services (y compris construction, électricité, gaz et eau) dans le PIB était de 44 pour cent.

Tableau I.1
Principaux indicateurs socioéconomiques

Superficie terrestre	1,9 million de km ²	Population urbaine (2001)	44%
Population (2001)	213,5 millions	PIB nominal aux prix courants du marché (2001)	141,6 milliards de \$EU
Croissance démographique (1995-2001)	1,6%	PIB par habitant (2001)	678 \$EU
Indice de développement humain de l'ONU (2000)		Taux de croissance annuel du PIB par habitant (2001)	1,8%
- Rang global	110 ^{ème}	PIB aux prix constants de 1993 (2001)	411 690,7 milliards de rupiahs
- Catégorie	Développement humain moyen	Structure du PIB (2001):	
		Secteur primaire	30,0%
		Secteur secondaire	26,1%
		Secteur tertiaire (y compris construction, électricité, gaz et eau)	43,9%
- Rang dans la catégorie	57 ^{ème}	Taux de scolarisation net (2001)	
Espérance de vie à la naissance (2000)	68 ans	- Enseignement primaire	92,9%
Taux de mortalité infantile pour 1 000 (2001)	40,9	- Enseignement secondaire	48,8%
Taux d'alphabétisation des adultes (2001)	89,3%		

Source: PNUD (2002), *Rapport mondial sur le développement humain 2001*; Banque mondiale (2003), *Indonesia Maintaining Stability, Deepening Reforms*, Rapport n° 25330-IND, janvier; et gouvernement indonésien.

2) ÉVOLUTION RÉCENTE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

4. L'évolution de la situation macro-économique en 2001 et au début de 2002 a été décevante, ce qui est dû essentiellement à des facteurs internes, en particulier les problèmes structurels toujours non résolus et le niveau élevé du risque et de l'incertitude, qui ont pesé sur la production et l'investissement.³ La croissance s'est ralentie, le taux d'inflation est monté et la rupiah s'est dépréciée en termes nominaux. La situation macro-économique paraît s'être stabilisée depuis, malgré l'attentat de Bali, grâce à la poursuite de l'assainissement budgétaire, à la diminution des pressions inflationnistes, à l'appréciation et à la stabilisation du taux de change; la croissance a été plus forte que prévu en 2002.

i) Croissance et emploi

5. Le redressement de l'économie a marqué le pas depuis 2000, année durant laquelle le taux de croissance avait atteint 4,9 pour cent (tableau I.2). Le taux de croissance n'a été que de 3,4 pour cent en 2001 et 3,7 pour cent en 2002, ce qui est dû essentiellement à une brutale contraction de l'investissement et de l'exportation causée par des problèmes structurels internes et par le fléchissement de l'économie mondiale. Le solde des investissements étrangers est resté négatif en 2002 et les exportations ont légèrement diminué. Les perspectives de croissance à court terme sont médiocres et elles sont moins bonnes que dans de nombreux pays voisins. Pour obtenir un redressement durable de l'économie, il faut non seulement accroître la stabilité politique mais aussi pratiquer une gestion macro-économique prudente et cohérente, accélérer les réformes structurelles,

³ Banque d'Indonésie (2002a), page 7.

améliorer la gouvernance économique et renforcer les institutions dont le secteur privé a besoin pour fonctionner efficacement. Il faut aussi rétablir le climat général de l'investissement pour faire revenir les investisseurs étrangers dont l'Indonésie a le plus grand besoin; l'Indonésie est un des pays de la région considérés comme les plus risqués et certains investisseurs à long terme, par exemple dans l'industrie électronique, ont délocalisé leurs usines.⁴

Tableau I.2
Indicateurs macro-économiques, 1997-2002

	1997	1998	1999	2000	2001 ^a	2002 ^b
Comptabilité nationale (à prix constants de 1993)	<i>(Pourcentage de variation)</i>					
PIB réel, aux prix du marché	4,7	-13,1	0,8	4,9	3,4	3,7
Consommation privée	7,8	-6,2	4,6	1,6	4,4	4,7
Consommation totale	7,0	-7,1	4,3	2,0	4,8	5,5
Formation brute de capital fixe	8,6	-33,0	-18,2	16,7	7,7	-0,2
Investissement brut	28,3	25,4	20,1	21,8	21,8	20,2
Consommation privée	61,7	67,8	73,9	67,3	67,3	70,7
Prix et taux d'intérêt						
Taux d'inflation des prix à la consommation (moyenne sur la période)	6,1	58,5	20,5	3,7	11,5	11,9
Taux des prêts bancaires (décembre, en pour cent) ^c	15,3 (17,4)	25,6 (26,9)	25,2 (24,6)	12,9 (12,5)	15,3 (14,8)	15,8 (15,5)
Taux des certificats de la Banque centrale (SBI) (moyenne sur la période)	14,5	49,3	23,1	12,5	16,6	14,9
Finances publiques	<i>(En pourcentage du PIB)</i>					
Déficit budgétaire	-0,7	-2,9	-1,5	-1,6	-2,7	-1,7
Dépenses	17,8	17,6	21,1	21,7	24,5	19,7
Recettes	17,2	15,4	18,6	20,3	20,7	18,0
Encours total de la dette publique	..	..	105,4	138,4	100,1	89,2
Dette intérieure	..	..	45,5	66,8	46,9	42,7
Monnaie (moyennes sur la période)	<i>(Pourcentage de variation)</i>					
M0 (monnaie de base)	..	..	..	18,6	17,9	9,1
M1	23,2	22,6	18,8	22,7	19,8	9,9
M2	22,2	62,3	11,9	9,9	14,7	8,1
Secteur extérieur	<i>(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)</i>					
Balance commerciale	4,6	18,9	14,8	16,6	16,0	13,5
Services (nets)	-6,9	-14,7	-10,7	-11,3	-11,2	-9,2
Solde des opérations courantes	-2,3	4,2	4,1	5,0	4,7	4,0
Solde du compte de capital et du compte financier	1,2	-4,0	-3,3	-4,5	-4,8	-2,1
Flux officiels	1,3	10,2	3,8	2,1	-0,5	0
Flux privés	-0,1	-14,2	-7,1	-6,6	-5,9	-1,7
Investissement étranger direct, net	2,1	-0,4	-2,0	-3,0	-4,2	-4,1
Investissement de portefeuille, net	-2,2	-13,8	-5,1	-3,6	-1,7	2,4
Total de la dette extérieure (en fin de période) ^d	62,1	154,8	106,2	94,0	94,0	76,4
Dette extérieure à court terme	15,0	16,9	12,9	15,4	..	9,3
Ratio du service de la dette ^e	30,0	31,7	30,4	41,0	39,7	32,2
Réserves officielles brutes, en milliards de \$EU ^f	17,5	23,6	27,3	29,4	28,0	31,6
Réserves en mois d'importation de B+S ^g	4,5	8,7	10,9	8,6	9,0	10,9

⁴ Banque mondiale (2003), page 17.

	1997	1998	1999	2000	2001 ^a	2002 ^b
Taux de change (pourcentage de variation, moyenne sur la période)						
Taux de change effectif réel (sur la base de l'IPC) ^h	-5,6	-51,7	45,2	-1,9	-4,7	26,1
Taux de change effectif nominal	-9,1	-69,0	22,6	-5,3	-13,9	..
Commerce de marchandises (moyenne des importations et des exportations)	23,4	42,2	29,3	35,1	32,5	27,0
	<i>(Taux de croissance sur 12 mois en \$EU, en fin de période, en pour cent)</i>					
Exportations de marchandises	12,2	-10,5	1,7	26,5	1,9	-1,2
Importations de marchandises	4,5	-30,9	-4,2	21,1	8,1	-8,3
Pour mémoire:						
PIB nominal (en milliards de \$EU)	219,0	97,5	139,5	150,7	141,6	171,9
Épargne nationale brute (en pourcentage du PIB)	31,5	26,5	19,5	25,6	24,9	21,1
Investissement intérieur brut (pourcentage du PIB)	31,8	16,8	11,4	16,1	17,4	14,3
Taux de change (rupiahs pour 1 dollar EU, moyenne sur la période)	2 866	9 804	7 882	8 394	10 238	9 367
Taux de chômage (pour cent)	4,7	5,4	6,3	6,1	8,0	9,1

.. Non disponible.

a Chiffres provisoires.

b Chiffres préliminaires.

c Dépôts en rupiahs à six mois auprès des banques d'État. Les taux indiqués entre parenthèses sont ceux pratiqués par les banques étrangères et les banques en coentreprises.

d Dette publique et dette privée comprises.

e Service de la dette en pourcentage des exportations de biens et de services non facteurs payé en devises convertibles.

f Total des réserves, or compris en fin de période.

g B+S = biens et services.

h Une augmentation correspond à une appréciation de la rupiah.

Source: Banque d'Indonésie (2002), *Annual Report 2001*; Banque mondiale (2003), *Indonesia Maintaining Stability, Deepening Reforms*, Rapport n° 25330-IND, janvier; FMI (2002), *Indonesia: Selected Issues*, Country Report No. 02/154, juillet; FMI (2002), *Statistiques financières internationales*, CD-ROM, octobre; Banque mondiale (2002), *Indicateurs du développement dans le monde 2002*, CD-ROM; et gouvernement indonésien.

6. La croissance de ces dernières années a été tirée essentiellement par la consommation, stimulée par la hausse du salaire minimum et l'expansion du crédit à la consommation. En 2001, la consommation privée représentait 69 pour cent du PIB (62 pour cent en 1997). En revanche, l'investissement s'est contracté. La formation brute de capital fixe a fortement diminué en 1998 et en 1999, s'est un peu redressée en 2000 et a diminué à nouveau de 0,2 pour cent en 2002 (7,7 pour cent en 2001). L'investissement brut représentait 20,2 pour cent du PIB en 2002. Le montant des investissements (nationaux et étrangers) approuvés est en forte baisse (section 4)). Le taux de croissance de l'industrie manufacturière, qui était autrefois un des principaux moteurs de l'économie, a beaucoup diminué à la fin de 2001 et au début de 2002; dans certaines industries, comme celles des produits en bois et du papier, la production s'est même contractée. Le taux de croissance des services a aussi globalement diminué, même si la demande d'électricité et de transport est restée très soutenue.

7. La lutte contre la pauvreté, facilitée depuis la crise par la baisse du prix relatif des produits alimentaires, en particulier le riz, a récemment cessé de faire des progrès en raison du ralentissement de la croissance. Le taux de chômage "apparent" (chômage involontaire dans le secteur structuré et dans le secteur informel) est passé de 4,7 pour cent en 1997 à 9,1 pour cent en 2002; il serait sans doute beaucoup plus élevé si l'on tenait compte du sous-emploi. Il est probable que le chômage continuera de s'aggraver tant que l'Indonésie n'aura pas retrouvé un taux de croissance suffisant; pour maintenir l'emploi à son niveau actuel, il faut une croissance d'environ 6 pour cent par an. Les salaires, en particulier dans le secteur structuré, ont beaucoup augmenté, ce qui est dû essentiellement

à une forte hausse du salaire minimum (qui a été majoré en moyenne de 30 pour cent en 2002) et des rémunérations de la fonction publique (section 2) iv)). Toutefois, si la hausse des salaires réels ne correspond pas à des gains de productivité, elle pourrait compromettre la croissance et la création d'emplois dans les industries de main-d'œuvre axées sur l'exportation comme les textiles et les machines de bureau. Le gouvernement a créé à la fin de 2001 une Commission de lutte contre la pauvreté chargée d'élaborer une stratégie nationale de réduction de la pauvreté d'ici à 2004. Selon le projet de stratégie qui a été publié, le gouvernement a pour but d'intégrer la lutte contre la pauvreté dans une politique de croissance et de développement favorable aux pauvres, en s'appuyant essentiellement sur la création de nouvelles possibilités, l'"autonomisation", la mise en valeur du capital humain et la protection sociale. La fourniture efficace par le secteur public de services sociaux et d'infrastructures essentiels, comme la santé, l'éducation et les transports, contribue à faire reculer la pauvreté en aidant les pauvres à avoir des activités économiques. La réforme du régime de commerce extérieur y contribue aussi en accroissant l'efficacité et en accélérant la croissance et en faisant baisser les prix, en particulier ceux de produits essentiels tels que les produits alimentaires de base et les vêtements, qui absorbent une grande partie du budget des pauvres. La hausse des droits de douane sur le riz pourrait aggraver la pauvreté en faisant monter le prix de ce produit.⁵

ii) Politique de stabilisation

8. La situation macro-économique de l'Indonésie, bien qu'elle se soit améliorée, reste précaire en raison de la fragilité de l'économie dont les perspectives de croissance sont encore incertaines.

a) Évolution de la situation budgétaire

9. Le déficit budgétaire s'est creusé à 2,7 pour cent du PIB en 2001, contre 1,6 pour cent l'année précédente, mais il est revenu à 1,7 pour cent en 2002 (ce qui est nettement inférieur au plafond de 2,5 pour cent que s'était fixé le gouvernement) en dépit de diverses difficultés économiques et politiques. La discipline budgétaire s'est appliquée essentiellement aux dépenses, par exemple avec la réduction des subventions pour les carburants en juin 2001 et à nouveau en janvier 2002, date à laquelle le prix des ventes des carburants a été indexé sur les cours internationaux (ce qui devrait permettre à l'État d'économiser 37 200 milliards de rupiahs en 2002).⁶ Le montant des subventions devrait tomber à 0,7 pour cent du PIB en 2003, contre plus de 6 pour cent en 2000. Le total des dépenses publiques devait diminuer de 3 pour cent en 2002, pour s'établir à 19,7 pour cent du PIB (tableaux I.2 et I.3). Les dépenses de développement ont aussi été inférieures aux prévisions, ce qui est dû essentiellement à une faible utilisation des crédits extérieurs de financement de projets. Les recettes publiques n'ont que légèrement augmenté en 2002, atteignant 18,0 pour cent du PIB; l'augmentation des recettes due à la hausse du cours mondial du gaz et du pétrole a compensé la diminution du produit de l'impôt sur les revenus autres que les revenus pétroliers et de la TVA.⁷

⁵ Par exemple, si le droit de douane sur le riz passait de 430 à 510 rupiahs le kg, le pourcentage de pauvres pourrait augmenter de 0,5 point (ce qui correspond à plus de 1 million de personnes) par rapport à 2002 (Banque mondiale, 2003, page 45).

⁶ Le gouvernement a annoncé en janvier 2003 qu'il suspendrait temporairement la formule de détermination du prix des carburants sur le marché intérieur liée aux cours mondiaux, afin d'atténuer les répercussions de la hausse du cours du pétrole, en particulier pour le gazole à usage automobile et industriel et le kérosène à usage industriel (Ministère des finances, 2003).

⁷ Le Ministère des finances a l'intention de faire une analyse approfondie en vue de réformer la structure de l'impôt, dans le but d'améliorer le recouvrement, d'éliminer les exemptions et de réduire, d'ici à 2004 ou 2005, les taux trop élevés qui provoquent des distorsions (Ministère des finances, 2003). Par ailleurs il

Tableau I.3
Finances des administrations centrales, 1997-2002
(En milliards de rupiahs)

	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000 ^a	2001	2002 ^b
Recettes	107 965	146 872	204 422	205 335	299 842	304 182
Impôts	81 752	118 795	135 533	115 913	184 737	214 074
Droits d'importation	2 999	2 306	4 177	6 697	9 828	11 699
Droits d'exportation	129	4 630	859	331	720	305
Pétrole et gaz	15 431	15 431	35 854	66 661	81 885	64 026
Foresterie	0	0	0	8 719	3 001	2 539
Dépenses	111 543	168 096	231 082	217 199	354 578	344 637
Courantes	75 232	115 272	173 444	178 587	232 796	200 138
Personnel	17 269	23 216	32 719	29 613	39 544	42 196
Transferts aux régions	11 061	13 074	17 485	16 010	0	0
Service de la dette	16 735	32 574	42 288	50 068	95 527	91 583
Service de la dette intérieure	0	8 385	22 230	31 238	66 251	63 258
Subventions	20 413	33 872	65 916	62 745	81 575	42 636
Carburants	9 814	28 607	40 923	53 810	68 381	31 162
Développement	36 311	52 824	57 638	38 611	39 382	46 690
Fonds équilibrés	0	0	0	0	82 400	94 038
Fonds de partage des recettes	0	0	0	0	21 183	24 266
Fonds d'affectation générale	0	0	0	0	60 517	69 114
Déficit global	-3 578	-21 224	-26 660	-11 864	-54 737	-40 711
Financement intérieur	0	1 634	16 867	18 900	44 190	23 993
Financement extérieur	1 636	20 769	28 766	10 196	10 538	16 264

a Neuf mois, du 1^{er} avril au 31 décembre. L'exercice budgétaire, qui allait auparavant du 1^{er} avril au 31 mars, correspond à l'année civile depuis 2001.

b Chiffres provisoires.

Source: Banque mondiale (2003), *Indonesia Maintaining Stability, Deepening Reforms*, Rapport n° 25330-IND, janvier.

10. Le gouvernement reste déterminé à assainir la situation budgétaire. Selon les prévisions budgétaires 2003 révisées, le déficit pourrait légèrement augmenter, passant de 1,3 à 1,8 pour cent du PIB, ce qui impliquerait une légère relance de l'économie après l'attentat de Bali. Le gouvernement souhaite alléger la pression fiscale grâce aux recettes de privatisation, notamment celles de l'IBRA, mais il est probable que la liquidation des actifs bancaires rapportera nettement moins que prévu (chapitre IV). Comme la dette intérieure publique est très lourde (46,9 pour cent du PIB en 2001 et 42,7 pour cent en 2002), les paiements d'intérêts ont beaucoup augmenté, passant de 8 400 milliards de rupiahs en 1998/99 à 63 300 milliards de rupiahs en 2002 (66 300 milliards en 2001). Depuis 2000, le déficit budgétaire est essentiellement financé par l'emprunt intérieur et en 2002 les deux tiers des paiements d'intérêts de l'État correspondaient à la dette intérieure. Les besoins de financement devraient diminuer en raison de la baisse du ratio dette/PIB, mais il est probable que la dette publique restera pendant un certain temps encore supérieure aux 25 pour cent du PIB d'avant la crise. Il est donc essentiel de continuer d'appliquer une politique budgétaire prudente et de bien gérer l'endettement.

a créé en 2002 un Bureau des gros contribuables afin d'améliorer l'administration de l'impôt; ce bureau s'occupe des déclarations des 200 principaux contribuables du pays et recouvre environ 40 pour cent des recettes fiscales.

11. La Loi sur les titres de dette d'État, adoptée en septembre 2002, a facilité la gestion de la dette par une réglementation de la vente aux enchères d'obligations du Trésor destinées à la restructuration de la dette publique; 2 000 milliards de rupiahs de bons du Trésor ont été vendues aux enchères en décembre 2002 pour refinancer des emprunts venant à échéance en février 2003. Les obligations de recapitalisation détenues par les banques d'État, d'une valeur de 22 000 milliards de rupiahs, dont une partie venaient à échéance en 2004 et en 2005, ont été rééchelonnées. En outre, le gouvernement a accepté (sous réserve de l'approbation du Parlement) de financer les crédits de trésorerie auparavant accordés par la Banque d'Indonésie aux banques (BLBI) en échangeant 160 000 milliards de rupiahs de BLBI (sur un total de 218 000 milliards) contre des billets à ordre perpétuels (PPL). Ces mesures ont renforcé la stabilité macro-économique en réduisant le montant du remboursement de la dette intérieure venant à échéance en 2004 et 2005.

b) Monnaie et taux de change⁸

12. Les pressions inflationnistes et les pressions sur le taux de change n'ont pas disparu, mais elles se sont un peu atténuées à la fin de 2002, car la Banque d'Indonésie a réussi à atteindre les objectifs indicatifs qu'elle s'était fixé en matière de taux d'inflation et de masse monétaire.⁹ Le taux d'inflation (IPC) a plus que doublé en 2001 pour atteindre 11,5 pour cent et a encore un peu augmenté jusqu'à 11,9 pour cent en 2002, mais durant cette dernière année il est tombé de 15,1 pour cent en février à 10 pour cent en décembre, ce qui dépasse légèrement l'objectif fixé par la Banque centrale, soit un taux de 9 à 10 pour cent; le taux d'inflation "de base" est tombé à 7 pour cent en 2002. La rupiah a perdu 17 pour cent de sa valeur par rapport au dollar EU en 2001, en raison de la dégradation du climat de l'investissement et de l'aggravation des incertitudes politiques et économiques, mais elle a rebondi en 2002, en dépit de l'attentat de Bali, et s'est appréciée de 12 pour cent en moyenne; cela a atténué la pression inflationniste due à la hausse du prix des produits importés, en particulier les intrants. L'inflation a été attisée par la hausse d'un certain nombre de prix administrés, la baisse des subventions pour les carburants et l'augmentation des tarifs des transports et de l'électricité, parallèlement à une majoration du salaire minimum et des rémunérations de la fonction publique.¹⁰ Dans un premier temps, la réponse des autorités monétaires à la pression inflationniste a été tardive; la masse monétaire a augmenté en 2000 (de 18,6 pour cent pour M0 et de 9,9 pour cent pour M2), les taux d'intérêt ont diminué et le crédit à la consommation a continué de croître rapidement. Durant cette période, l'expansion de la monnaie de base et le taux d'inflation ont souvent dépassé les objectifs,

⁸ Depuis l'abandon du régime de taux de change à parité glissante, en août 1997, dû à la crise monétaire, le taux de change de la rupiah est déterminé par l'offre et la demande, mais la Banque centrale intervient de temps à autre. Les autorités ont indiqué que ces interventions visaient à atténuer les fluctuations au jour le jour mais pas à influencer sur la valeur fondamentale de la rupiah telle qu'elle est déterminée par le marché.

⁹ En vertu de la Loi bancaire de 1999, la Banque centrale doit annoncer des objectifs indicatifs de taux d'inflation et de croissance de la masse monétaire. Le taux indicatif de l'inflation de base a été fixé à 4 à 6 pour cent depuis 2000 et le taux d'expansion de la monnaie de base (M0) à 11-12 pour cent pour 2001 et à 13-14 pour cent pour 2002. En 2002, l'indice d'inflation de base, qui ne tenait pas compte des effets des mesures publiques sur les prix, a été remplacé par l'IPC, l'objectif étant d'accroître la transparence et de faire mieux accepter la politique monétaire pour en améliorer l'efficacité. Des objectifs d'inflation à moyen terme ont été adoptés à cette occasion (6 à 7 pour cent d'ici à 2006) (Banque d'Indonésie, 2002a). En outre, la nouvelle loi a renforcé l'indépendance de la Banque centrale (la Banque centrale est une "institution d'État indépendante") et a réaffirmé que son principal objectif devait être de pratiquer une politique monétaire visant à stabiliser la valeur de la monnaie, y compris sur le plan international; ses autres tâches sont la protection du système de paiements et le contrôle bancaire.

¹⁰ Ces mesures ont eu un effet direct d'environ 4 points de pourcentage (soit le tiers de l'inflation totale) sur le taux d'inflation enregistré en 2001 (Banque d'Indonésie, 2002a).

malgré plusieurs révisions à la baisse. L'expansion de la masse monétaire s'est poursuivie en 2001 (17,9 pour cent pour M0 et 14,7 pour cent pour M2). L'efficacité de la politique monétaire a été affaiblie en raison de la préférence de la population pour la détention d'espèces et de la faiblesse de l'intermédiation bancaire; en conséquence, une grande partie des actifs étaient détenus sous forme de titres d'État sans risque, ce qui a accru la liquidité des banques.¹¹

13. La Banque centrale a durci sa politique monétaire en 2002, en conduisant les opérations d'open market et au moyen d'autres mesures telles que la vente de devises pour compenser les dépenses de réserves internationales de l'État, ce qui a épongé les liquidités et freiné l'inflation et donc atténué les pressions sur les taux d'intérêt.¹² Le taux d'expansion de la monnaie de base a été de 9,1 pour cent, ce qui était inférieur au plafond fixé. Pour 2003, la Banque centrale s'est fixé les objectifs suivants: 9 pour cent (plus ou moins 1 pour cent) pour l'inflation (IPC) et 13 pour cent pour la croissance de la base monétaire; par ailleurs, elle a cherché à faire en sorte que le taux d'intérêt réel à moyen terme s'établisse aux alentours de 4 à 5 pour cent. La rupiah a été assez ferme en 2002 et s'est appréciée par rapport au dollar EU (le taux de change étant d'environ 9 000 rupiahs le dollar), grâce notamment à la rapide réaction du gouvernement à l'attentat de Bali dans les domaines économique et politique. Comme le taux d'inflation de l'Indonésie, bien qu'il soit en baisse, reste plus élevé que celui de ses principaux partenaires commerciaux, la rupiah s'est appréciée de 26,1 pour cent en termes réels en 2002 (tableau I.2). Cela pourrait réduire sa compétitivité tant sur le plan intérieur (par rapport aux produits d'importation) que sur le plan international, car les salaires réels sont en hausse et les produits d'exportation traditionnels, tels que les vêtements et chaussures, sont exposés à une féroce concurrence des producteurs chinois sur les marchés tiers.¹³

iii) Balance des paiements et dette extérieure

14. L'excédent commercial de l'Indonésie a beaucoup augmenté depuis la crise, notamment au début grâce à une forte dépréciation de la rupiah en termes réels (51,7 pour cent) en 1998, mais ensuite il a diminué, tombant à 13,5 pour cent du PIB en 2002, contre 16,6 pour cent en 2000 (tableau I.2).¹⁴ Les exportations, après avoir rebondi en 2000 (+26,5 pour cent), n'ont augmenté que de 1,9 pour cent en 2001 et ont diminué de 1,2 pour cent en 2002. L'excédent des opérations courantes, réduit par le déficit des échanges de services, est passé de 4,7 pour cent du PIB en 2001 à 4,0 pour cent (estimation) en 2002, après avoir culminé à 5 pour cent en 2000. Depuis 1998, le solde des opérations en capital a été nettement déficitaire, tombant à 4,8 pour cent du PIB en 2001 avant de revenir à 2,1 pour cent du PIB en 2002. Ce solde négatif est dû à l'importance des sorties d'investissements privés (entre 1,7 pour cent du PIB en 2002 et 7,1 pour cent du PIB en 1999) et au déclin des entrées nettes de capitaux officiels (le solde des flux de capitaux officiels a même été négatif en 2001). La balance globale a été excédentaire tous les ans depuis la crise, sauf en 2001. Les réserves internationales permettaient de couvrir près de onze mois d'importations en 2002

¹¹ Banque d'Indonésie (2002a).

¹² En 2001, la Banque d'Indonésie a aussi interdit le transfert de rupiahs de banques indonésiennes à des non-résidents (en particulier lorsque les transferts ne correspondaient pas à des transactions économiques appuyant l'activité en Indonésie) et a limité les opérations sur produits dérivés des non-résidents ainsi que l'offre de crédit en devises des banques, afin d'enrayer la spéculation monétaire et d'éviter l'internationalisation de la rupiah (Règlement n° 3/3/2001 de la Banque d'Indonésie, 12 janvier 2001).

¹³ La part du marché des pays du G-7 détenue par l'Indonésie stagne alors que celle de la Chine augmente rapidement (Banque mondiale, 2003, page 7).

¹⁴ L'avantage compétitif dû à cette dépréciation a été en partie effacé par le rebond de la rupiah en 1999 et en 2002.

(31,6 milliards de dollars EU, contre 28 milliards). L'excédent des opérations courantes correspond à l'écart entre l'épargne nationale brute et l'investissement intérieur.

15. La balance des paiements reste précaire en raison d'un lourd endettement extérieur (bien que cet endettement soit tombé de 154,8 pour cent du PIB en 1998 à 76,4 pour cent du PIB en 2002); la dette à court terme (moins d'un an) correspondait à quelque 9 pour cent du PIB en 2002 (soit la moitié environ des réserves internationales). En 2002, la majeure partie de la dette extérieure (56 pour cent) était publique (la dette publique est passée de 67 milliards de dollars EU en 1998 à 73 milliards de dollars EU en 2002), tandis que durant la même période, la dette privée (y compris celle des entreprises d'État) est tombée de 78 milliards à 58 milliards de dollars EU. La restructuration des dettes extérieures privées non honorées a été relativement lente, ce qui est dû essentiellement au fait que les parties ne parvenaient pas à s'accorder sur les conditions de restructuration, à la baisse de la valeur des actifs gagés, au niveau élevé du risque pays, qui faisait monter les intérêts et dissuadait les investisseurs étrangers d'acquiescer des créances, à la volatilité du taux de change et au manque de garanties juridiques. Plus de la moitié des remboursements dus au titre de la dette extérieure des entreprises à la fin de 2001 n'avaient pas été faits. Les dettes restructurées signalées à la Banque d'Indonésie ne concernaient que 68 sociétés et leur montant total n'atteignait que 4,1 milliards de dollars EU, ce qui correspond à 13,7 pour cent des dettes extérieures des entreprises dont le service n'était pas assuré.

16. La dette extérieure publique a été restructurée en profondeur. Un troisième accord conclu dans le cadre du Club de Paris en avril 2002 a permis de rééchelonner le remboursement de 5,4 milliards de dollars EU (plus de deux tiers du déficit budgétaire de l'Indonésie) venant à échéance entre avril 2002 et décembre 2003. Un accord similaire a été conclu dans le cadre du Club de Londres en septembre 2002. L'Indonésie a l'intention de mettre fin au rééchelonnement dans le cadre du Club de Paris au début de 2004; cela entraînera une augmentation de 3 milliards de dollars EU du service de la dette. Le ratio du service de la dette est tombé de 41 pour cent en 2000 à 32,2 pour cent en 2002.

iv) Réformes structurelles

17. Un des aspects majeurs du programme de sauvetage du FMI est la poursuite de vastes réformes structurelles visant à accroître l'efficacité et à stimuler la croissance du secteur privé par un renforcement de la gouvernance et des institutions économiques, et notamment par la privatisation des banques et autres entreprises d'État dans des secteurs clés (encadré I.1). Ces réformes devraient accroître la compétitivité de l'Indonésie.¹⁵ Toutefois, bon nombre d'entre elles ont pris du retard. C'est le cas notamment de la réforme judiciaire et juridique nécessaire pour faire respecter l'État de droit, accroître l'indépendance et réduire la corruption des tribunaux et améliorer la gouvernance, et de la création de la Commission de lutte contre la corruption. Par ailleurs, quelques institutions récentes, comme la Commission nationale de médiation et la Commission du contrôle du patrimoine des représentants de l'État, sont entravées dans leur travail par différentes contraintes politiques, économiques et juridiques. Le tribunal de commerce, établi en 1998 dans le cadre de la révision de la loi sur les faillites, n'a pas su rétablir la confiance envers le système judiciaire.¹⁶ Son crédit a été sapé par des décisions contradictoires, le nombre d'affaires dont il est saisi a beaucoup diminué et les nouvelles modifications de la loi sur les faillites ont été renvoyées à plus tard. La privatisation a elle aussi pris du retard et le projet initial, qui prévoyait la vente de participations de l'État dans

¹⁵ L'Indonésie est très mal classée sur la plupart des échelles mondiales de la compétitivité. Par exemple, d'après IMD International (2002), elle se classait au 47^{ème} rang sur 49 en 2002.

¹⁶ Banque mondiale (2003).

25 entreprises, n'a pas été exécuté, en raison d'un durcissement de l'opposition politique, et les délais fixés pour la revente des banques recapitalisées par l'État n'ont pas non plus été tenus.

Encadré I.1: Calendrier de la réforme structurelle du FMI (juin-décembre 2002)

Juin 2002

- Partage du fardeau des crédits de la Banque d'Indonésie avec l'État;
- Entrée en fonctions du Bureau des gros contribuables au siège de la Direction générale des impôts et d'un ou deux bureaux spécialisés pour les gros contribuables à Djakarta;
- Production d'un rapport sur les finances locales 2001;
- Réalisation de la moitié au moins de l'objectif fixé pour 2002 en ce qui concerne les recettes de la privatisation;
- Établissement de la Commission de lutte contre la corruption; et
- Recouvrement d'au moins 13 000 milliards de rupiahs en espèces par l'IBRA (déduction faite des dépenses).

Juillet 2002

- Début des enchères primaires pour la vente de bons du Trésor;
- Mise en place du nouveau système de dépôt des déclarations fiscales et de paiement des impôts dans le(s) bureau(x) spécialisé(s) pour les gros contribuables;
- Dans le cadre de la stratégie Bank BII, réduction intégrale des participations des actionnaires de départ et installation d'une équipe de gestion indépendante;
- Mise au point et publication des déterminations initiales concernant le respect de chacun des accords de règlement avec les actionnaires conclus par les anciens propriétaires des banques; et
- Mise en vente d'une participation majoritaire dans la Bank Danamon.

15 septembre 2002

- Vente de la participation majoritaire dans la Bank Niaga.

Septembre 2002

- Recouvrement d'au moins 3 500 milliards de rupiahs en espèces par l'IBRA (déduction faite des dépenses).

Octobre 2002

- Achèvement de la restructuration de la filiale étrangère de la Banque d'Indonésie en vue de sa cession.

Décembre 2002

- Achèvement de la troisième série d'audits spéciaux des entreprises d'État et adoption de mesures correctives;
- Recouvrement d'au moins 36 100 milliards de rupiahs en espèces par l'IBRA (déduction faite des dépenses);
- Mise en vente d'une participation majoritaire dans la Bank Lippo; et
- Vente de la participation majoritaire dans la Bank Danamon.

Source: FMI, *Indonesia – Letter of Intent*, 11 juin 2002 [en ligne]. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.imf.org/external/np/loi/2002/idn/02/index.htm>.

18. Néanmoins, la réforme paraît s'être accélérée en particulier depuis la fin de 2002. Une loi portant création d'une Commission de lutte contre la corruption a été adoptée en novembre. Deux grandes banques d'État, la BCA et la Bank Niaga, ont été privatisées en mars et en novembre 2002 respectivement, et la Bank Bali a absorbé quatre banques recapitalisées en difficultés pour former la Bank Pertamina en septembre. Un nouveau calendrier de privatisation des banques d'État a été annoncé, sur la base de l'approbation du Parlement obtenue en novembre; 51 pour cent au moins des actions de la Bank Danamon devront être vendus à un partenaire stratégique en 2003 et des actions de la Bank Lippo, la Bank Mandiri et la Bank International Indonesia seront vendues au public. Une

participation de 42 pour cent dans l'entreprise de télécommunications à capitaux majoritairement publics Indosat a été vendue à des investisseurs étrangers en décembre 2002 et les recettes de la privatisation ont été supérieures à l'objectif.

19. Une vaste décentralisation a transféré d'importantes compétences budgétaires aux gouvernements provinciaux et aux collectivités locales (chapitre II). Cette réforme a été conduite rapidement suite à l'intensification des pressions en faveur de l'autonomie régionale après la crise asiatique et faisait partie intégrante de la transition démocratique de l'Indonésie. Bien qu'elle ait dans l'ensemble donné de bons résultats, la décentralisation a été un facteur d'incertitude qui s'est répercuté sur le climat de l'investissement.¹⁷ Elle a des incidences sur l'investissement étranger et notamment sur l'autorisation des projets, et donne aux provinces plus d'autonomie en matière d'imposition des entreprises (chapitre II 8)). Certaines provinces riches en ressources naturelles, comme celles d'Aceh et de Papua, ont reçu un statut d'autonomie spécial et ont conclu des accords de partage des recettes.

20. Suite à l'effondrement des salaires réels consécutif à la crise et aux réformes politiques récentes, la politique du marché du travail a été réorientée. Le durcissement de la réglementation du travail, et en particulier la fixation d'un salaire minimum, est aujourd'hui un des éléments essentiels de la politique de l'emploi. Le pouvoir de fixer les salaires minimums a été délégué en 2001; les provinces fixent le salaire plancher et les districts fixent des niveaux minimums sur leur territoire. De ce fait, les salaires minimums sont très disparates et ils sont plus élevés dans les régions industrielles.¹⁸ Le niveau minimum du salaire réel a augmenté d'environ 20 pour cent à l'échelle nationale en 2000, en 2001 et en 2002, si bien qu'il est aujourd'hui nettement supérieur à celui d'avant la crise (50 pour cent de plus).¹⁹ Cette rigidité du marché du travail pourrait compromettre la croissance et la création d'emplois si les hausses de salaires réels dépassent sensiblement les gains de productivité.²⁰

21. Les réformes structurelles ont aussi été axées sur l'assainissement du système bancaire. L'Indonésie est consciente de la nécessité d'avoir un système bancaire et financier efficace pour mobiliser l'épargne et l'affecter à des investissements productifs. Pour cela il faut que les banques et autres établissements financiers divulguent des renseignements financiers exacts, que le système juridique soit solide et qu'il y ait un contrôle prudentiel efficace. Avant la crise, il y avait un certain nombre de carences: insuffisance du contrôle et de la réglementation, non-respect des règles, inefficacité des obligations d'information et, dans certains cas, choix des projets et allocation des crédits fondés sur des critères non économiques. La réforme du secteur financier est au cœur du programme de redressement économique de l'Indonésie, mais elle avance lentement. Toutefois, l'Agence indonésienne de restructuration des banques (IBRA) a fait des progrès satisfaisants, de même que la réforme de la législation bancaire et des responsabilités prudentielles et des obligations

¹⁷ Banque mondiale (2003).

¹⁸ Il peut y avoir des différences entre provinces et districts et même au sein d'une branche de production dans un même district. En 2002, le salaire mensuel minimum le plus élevé était celui de Djakarta (576 000 rupiahs), suivi par ceux des provinces de Papua (530 000 rupiahs) et du Kalimantan oriental (500 000 rupiahs).

¹⁹ FMI (2002b) et Banque mondiale (2003), page 20.

²⁰ Selon un certain nombre d'indices, la forte hausse des salaires minimums se traduit déjà par une réduction de la création d'emplois. Voir Social Monitoring and Early Response Unit (2001).

de contrôle de la Banque d'Indonésie (chapitre IV 5) i) a)). Le passif éventuel des banques reste la principale menace financière qui plane sur le pays.²¹

22. La restructuration des entreprises se poursuit. En mai 2002, le total de la dette des entreprises était de 127,6 milliards de dollars EU, dont 57 pour cent de créances improductives. L'IBRA détenait environ un cinquième de ces créances à la fin de 2002 et a l'intention de les vendre aux enchères, espérant recouvrer en moyenne 25 pour cent de leur montant. La mission de l'Équipe spéciale de l'Initiative de Djakarta (JITF), créée pour faciliter la restructuration de la dette des entreprises en apportant un appui technique aux entreprises concernées, a été reconduite jusqu'à la fin de 2003. En décembre 2002, cette équipe avait restructuré des dettes d'un montant total de 18,8 milliards de dollars EU et était en train de négocier la restructuration de 10,1 milliards de dollars de dettes de 40 entreprises. Néanmoins, les progrès ont été lents. L'Agence indonésienne pour la restructuration de la dette (INDRA) a aussi facilité la renégociation des dettes en garantissant une allocation de devises aux entreprises indonésiennes qui parviendraient à conclure des accords avec leurs créanciers. L'offre d'échanges interbancaires (IEO), en vertu de laquelle la Banque d'Indonésie garantissait les emprunts extérieurs, a facilité la restructuration de l'essentiel des dettes interbancaires extérieures.

3) ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR

i) Marchandises

23. Le commerce des marchandises a rebondi après la crise, mais ensuite il s'est détérioré en 2001 et en 2002 en raison de l'aggravation de la situation économique indonésienne associée aux incertitudes politiques et économiques, et de la contraction de la demande extérieure. La part du commerce de marchandises (moyenne des exportations et des importations) dans le PIB est tombée de 35,1 pour cent en 2000 à 27 pour cent (estimation) en 2002.

a) Composition du commerce

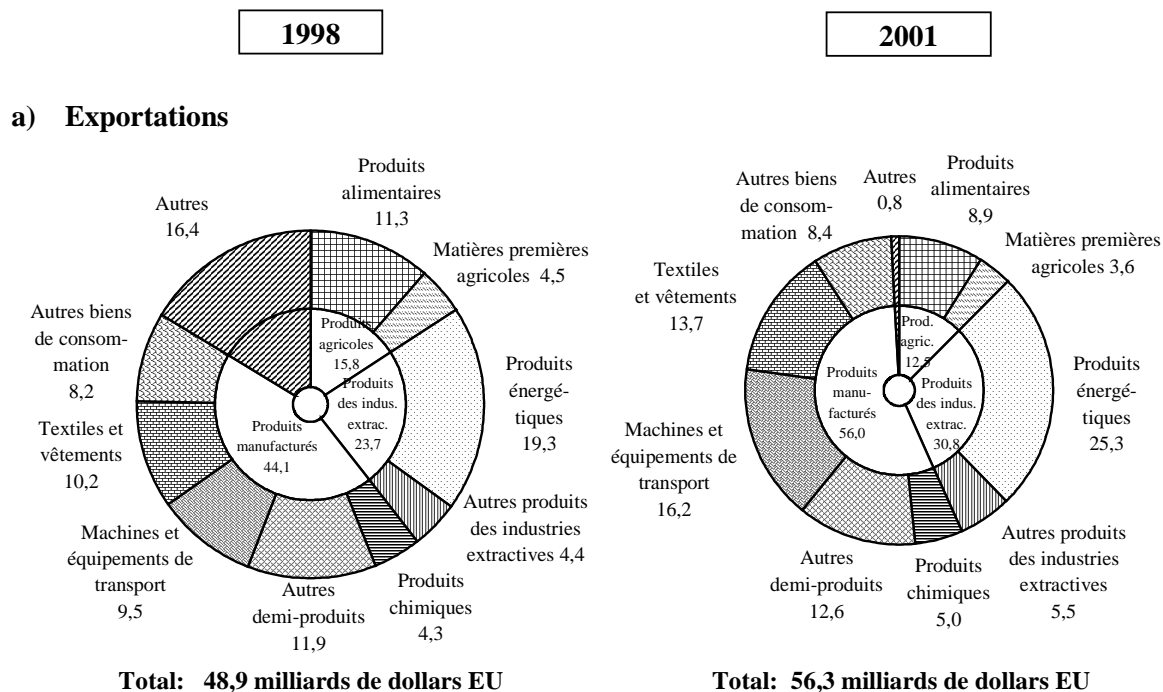
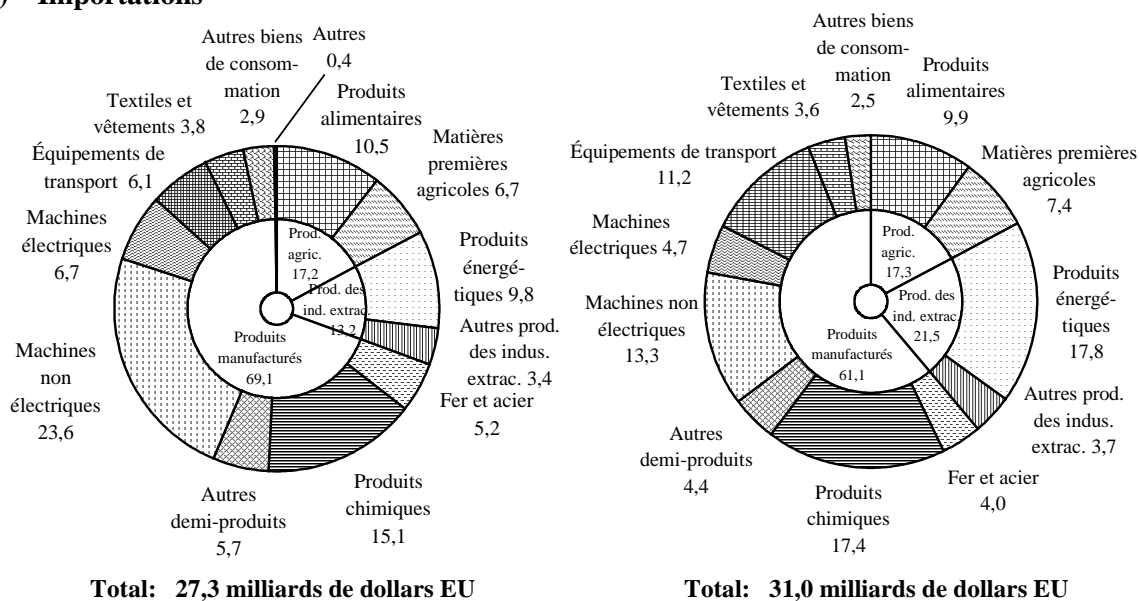
24. La part des exportations de produits manufacturés dans le total des exportations a augmenté jusqu'à 56 pour cent en 2001 contre 44,1 pour cent en 1998 (graphique I.1). Cela s'explique essentiellement par l'accroissement de la part des exportations de machines et équipements de transport (16,2 pour cent), en particulier des machines de bureau et des équipements de télécommunications, et de textiles et vêtements (13,7 pour cent). La part des exportations de pétrole et de gaz est passée de 19,3 pour cent en 1998 à 25,3 pour cent en 2001, tandis que celle des exportations de produits agricoles, en particulier le caoutchouc naturel, a diminué (de 15,8 à 12,5 pour cent).

25. Les importations de produits manufacturés représentent la majeure partie des importations de marchandises, mais leur part est tombée à 61,1 pour cent en 2001 contre 69,1 pour cent en 1998. La part des importations d'équipements de transport et de produits chimiques a beaucoup augmenté, mais celle des importations de machines non électriques a diminué de près de moitié depuis 1998 (13,3 pour cent en 2001). La part des importations de produits énergétiques a presque doublé depuis 1998 (17,8 pour cent en 2001), tandis que celle des importations de produits agricoles est restée presque inchangée, de l'ordre de 17 pour cent.

²¹ Banque mondiale (2003), page 13.

Graphique I.1**Composition du commerce de marchandises, 1998 et 2001**

Pour cent

**b) Importations**

Note: Les statistiques commerciales employées pour construire ces graphiques ne sont pas les mêmes que celles employées dans le texte, qui proviennent de la Banque d'Indonésie.

Source : Division de statistique de l'ONU, base de données Comtrade (CTCI Rev.3).

b) Structure géographique du commerce extérieur

26. La structure géographique du commerce extérieur de l'Indonésie n'a guère changé depuis 1998. Les pays d'Asie de l'Est sont ses principaux partenaires commerciaux: ils absorbent plus de la moitié des exportations et fournissent plus de la moitié des importations (graphique I.2). Les marchés d'Asie de l'Est, en particulier ceux du Japon et de la Corée, sont aussi très importants pour les exportations indonésiennes de pétrole et de gaz. Le Japon est le premier partenaire commercial de l'Indonésie (23,1 pour cent des exportations et 15,1 pour cent des importations en 2001). En 2001, le deuxième partenaire commercial était l'UE (13,8 pour cent des exportations et 13,1 pour cent des importations – la part des importations était de 21,5 pour cent en 1998), suivie par les États-Unis (13,8 pour cent des exportations et 10,4 pour cent des importations) et Singapour (9,5 pour cent des exportations et 10,2 pour cent des importations). La part de la Chine dans les importations de l'Indonésie est montée à 6 pour cent en 2001, contre 3,3 pour cent en 1998.

27. La part des membres de l'ANASE dans les exportations de l'Indonésie est tombée de 19,1 pour cent en 1998 à 16,9 pour cent en 2001. Sur la même période, la part des importations provenant des pays de l'ANASE a légèrement augmenté, passant de 16,5 à 17,6 pour cent. Il se peut que l'ANASE entraîne un détournement du commerce du fait que ses membres s'accordent mutuellement des préférences tarifaires pour la plupart des produits importés dans le cadre de la Zone de libre-échange (chapitres II et III).

ii) Services

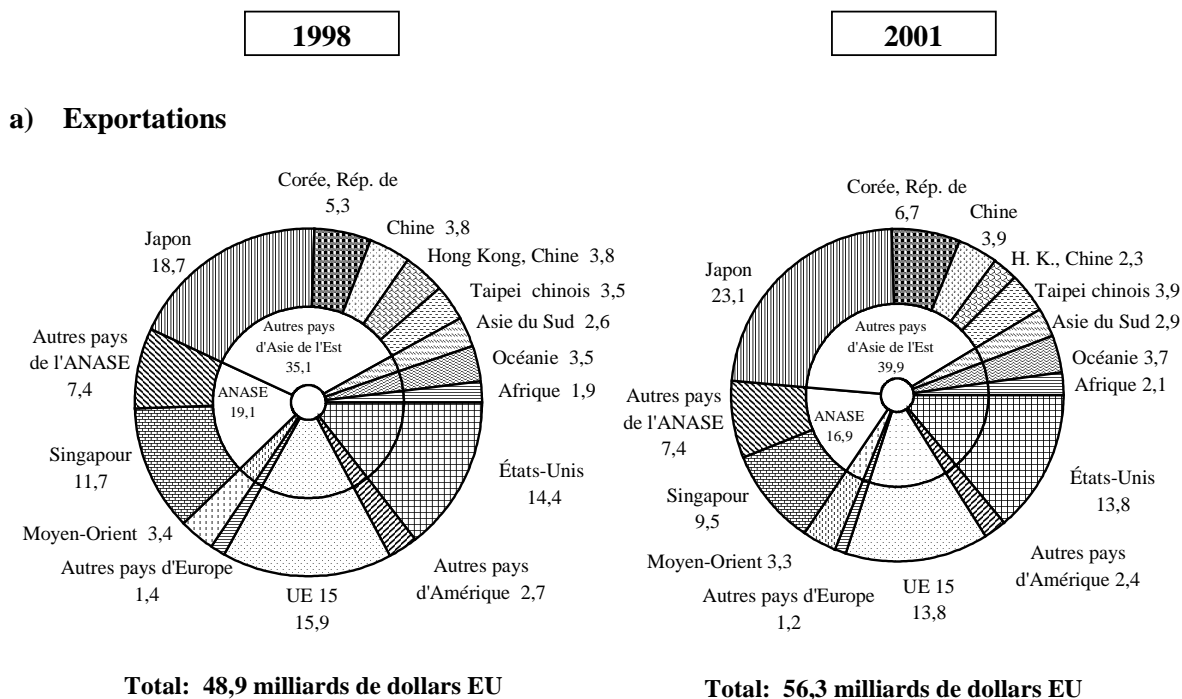
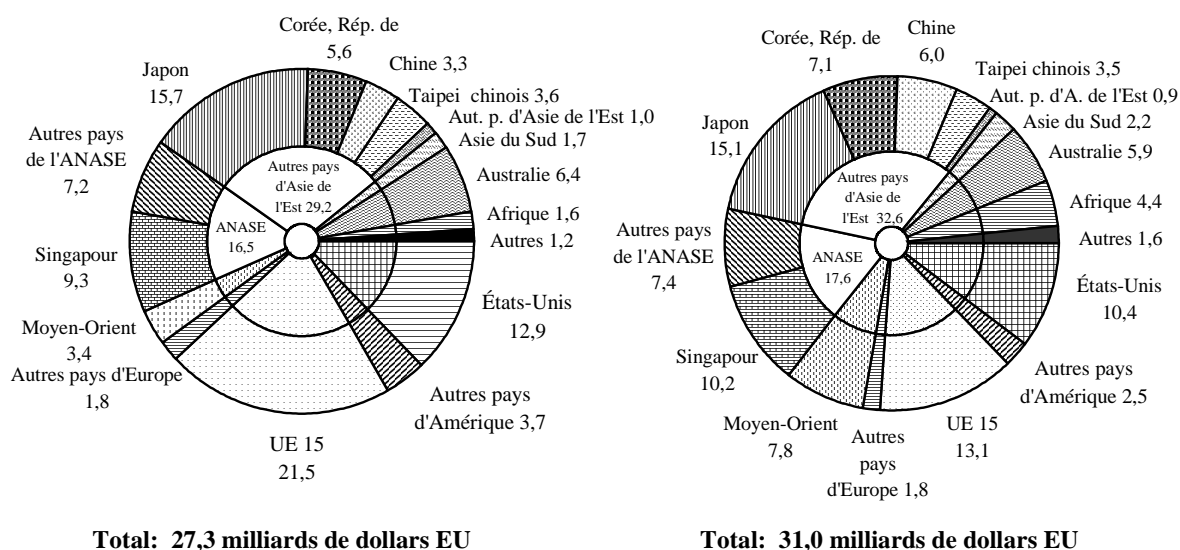
28. L'Indonésie enregistre chaque année un déficit net du commerce des services d'environ 15 milliards de dollars EU (ce qui correspond à quelque 10 pour cent du PIB en 2001). Les trois quarts de ce déficit sont dus à des importations de produits autres que le gaz et le pétrole.

4) INVESTISSEMENT ÉTRANGER

29. L'investissement étranger a beaucoup diminué depuis la crise et en raison des événements ultérieurs, et notamment de l'incertitude politique et économique en 2001 et 2002. Le solde des investissements privés a été négatif chaque année depuis 1997, culminant à 14,2 pour cent du PIB en 1998 et retombant ensuite à 5,9 pour cent du PIB (8,3 milliards de dollars EU) en 2001 et à 1,7 pour cent du PIB (3 milliards de dollars EU) en 2002. Cette contraction a touché tant les investissements directs que les investissements de portefeuille; en 2001, le solde net des investissements directs a été négatif (-5,9 milliards de dollars EU). En revanche, le solde des investissements de portefeuille est redevenu positif en 2002 (3,9 milliards de dollars EU). Le rétablissement de la confiance des investisseurs, nécessaire pour attirer des investissements étrangers directs, en particulier dans des secteurs clés comme celui des industries extractives, est un des grands défis que l'Indonésie doit relever.

Graphique I.2**Structure géographique du commerce extérieur de marchandises, 1998 et 2001**

Pour cent

**b) Importations**

Note: Les statistiques commerciales employées pour construire ces graphiques ne sont pas les mêmes que celles employées dans le texte, qui proviennent de la Banque d'Indonésie.

Source : Division de statistique de l'ONU, base de données Comtrade (CTCI Rev.3).

30. Le classement international de l'Indonésie en matière d'investissement s'est beaucoup dégradé ces dernières années: alors qu'en 1988/90, l'Indonésie était classée pays à IED effectif élevé et à IED potentiel faible, en 1998/00 elle était classée pays à IED effectif faible et IED potentiel faible. Pour l'IED effectif elle est tombée du 63^{ème} au 138^{ème} rang et pour l'IED potentiel elle est tombée du 73^{ème} rang au 110^{ème} rang (sur 140 pays).²² Les autorités ont récemment annoncé la création d'une Équipe nationale de l'investissement, chargée d'améliorer le climat de l'investissement, et approuvé la création d'un guichet unique au Conseil de coordination de l'investissement (BKPM) pour aider les investisseurs à obtenir les autorisations nécessaires et à exécuter leurs projets. Les récentes privatisations dans les secteurs des télécommunications et de la banque pourraient aussi stimuler l'investissement étranger.

31. La diminution du niveau des investissements étrangers directs approuvés par le Conseil de coordination de l'investissement traduit le fléchissement de l'activité des investisseurs étrangers.²³ Très peu d'investissements approuvés sont actuellement réalisés, ce qui montre le pessimisme des investisseurs. Le montant des investissements approuvés a chuté de plus de moitié entre 1977 et 2001 (15,0 milliards de dollars EU) et il a encore considérablement baissé en 2002, à 6,5 milliards de dollars EU (tableau I.4). L'année durant laquelle la contraction a été la plus forte est 1998; l'augmentation du montant des investissements approuvés en 2000 a été de courte durée. Les investissements ont diminué dans tous les secteurs. Les secteurs dans lesquels il y a eu le plus d'investissements étrangers approuvés ces dernières années sont ceux des services (49 pour cent en 2002 contre 29 pour cent en 1997) et de l'industrie manufacturière (44 pour cent en 2002 contre 69 pour cent en 1997). Le stock d'IED était de 57,3 milliards de dollars EU en 2001.²⁴

Tableau I.4
Montant des investissements étrangers directs approuvés, par secteur, 1997-2002
(En millions de dollars EU)

Secteur	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Agriculture, foresterie et pêche	464	998	492	445	393	402
Agriculture	437	965	413	390	367	390
Foresterie	0	0	9	5	20	9
Pêche	27	33	70	50	6	3
Industries extractives	2	0	14	1	118	37
Industries manufacturières	23 017	8 388	6 335	9 597	5 145	2 880
Alimentation	572	342.0	681	701	289	219
Textiles	373	217	240	401	330	62
Bois	70	71	113	157	21	24
Papier	5 353	41	1 412	88	742	10
Produits chimiques et pharmaceutiques	12 376	6 179	3 267	7 375	2 310	1 785
Produits minéraux non métalliques	1 457	237	110	10	108	21
Métaux communs	357	394	501	831	1 007	460
Autres	127	17	10	35	337	298

²² CNUCED (2002).

²³ L'activité des investisseurs nationaux a aussi beaucoup diminué, puisque le montant des investissements approuvés a chuté de 50 pour cent en 1998 et de 36 pour cent en 2001 (Banque d'Indonésie, 2002a).

²⁴ CNUCED 2002.

Secteur	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Services	9 644	4 171	4 051	5 241	9 387	3 180
Construction	307	198	153	161	37	60
Hôtellerie	463	451	229	257	6 892	236
Transports	5 900	79	103	1 217	374	1 550
Immobilier	1 394	1 271	171	302	178	6
Autres	1 581	2 171	3 396	3 305	1 908	1 327
Total	33 127	13 557	10 892	15 284	15 043	6 499

Source: Banque mondiale (2003), *Indonesia Maintaining Stability, Deepening Reforms*, Rapport n° 25330-IND, janvier.

32. La plupart des projets d'investissements étrangers directs approuvés émanaient d'Asie, en particulier du Japon, de la Malaisie et de Singapour: les projets de ces trois pays représentaient plus de deux tiers du montant total des projets approuvés en 2001 (tableau I.5). Les projets d'investissement d'origine européenne, en particulier Royaume-Uni et Allemagne, ont beaucoup plus diminué: leur part dans le total est tombée de 35 pour cent en 1997 à 10 pour cent en 2001.

Tableau I.5
Investissement étranger direct approuvé, par provenance, 1997-2001
(En pour cent)

Pays	1997	1998	1999	2000	2001
Europe	34,7	39,2	6,7	38,4	10,2
Pays-Bas	0,9	3,0	0,4	7,6	1,0
Royaume-Uni	16,2	35,0	4,7	23,4	8,1
Allemagne	13,2	0,5	0,8	6,3	0,5
France	1,4	<0,1	0,2	0,4	0,2
Amérique	3,3	5,2	1,3	1,7	0,9
États-Unis	3,3	4,2	1,3	1,6	0,8
Asie	44,8	34,5	59,6	24,9	68,5
Hong Kong, Chine	0,7	4,0	0,7	0,7	0,4
Japon	16,0	9,8	5,9	12,8	8,5
République de Corée	4,2	1,5	2,4	4,5	4,0
Malaisie	6,8	7,8	1,7	1,1	24,8
Singapour	6,8	9,3	6,7	3,5	12,6
Taipei chinois	10,1	1,2	13,7	0,9	0,8
Australie	0,6	0,6	22,7	0,4	2,9
Afrique	0,3	0,5	0,6	3,1	6,2
Autres pays	16,3	20,0	9,1	31,5	11,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque d'Indonésie (2002), *Annual Report 2001*.

5) PERSPECTIVES

33. Le redressement de l'économie, qui paraissait bien engagé à partir du milieu de 2002 grâce à l'amélioration de la situation macro-économique et à la diminution des incertitudes politiques, a subi un nouveau revers majeur avec l'attentat de Bali d'octobre 2002. Des perspectives économiques se sont détériorées, mais on ne sait pas encore quel sera l'impact total de cet attentat sur l'économie, et cela dépendra beaucoup de la réponse du gouvernement. Le fait qu'il ait réaffirmé son engagement d'appliquer une politique de stabilisation judicieuse et de poursuivre les réformes structurelles est encourageant. Cette attitude a aidé à stabiliser quelque peu la rupiah et la Bourse de Djakarta vers la

fin de 2002. Les récentes mesures macro-économiques et notamment la poursuite de l'application d'une politique monétaire rigoureuse visant à enrayer l'inflation, ainsi que l'approbation d'un budget 2003 ne prévoyant qu'un déficit modéré, de 1,3 à 1,8 pour cent du PIB (contre 1,7 pour cent en 2002), contribueront à assainir la situation budgétaire. La lourde dette publique, qui diminue plus rapidement qu'on ne le prévoyait, devrait baisser encore grâce à cet assainissement; le gouvernement a l'intention de ramener le déficit budgétaire à moins de 1 pour cent du PIB en 2004.²⁵ Les besoins financiers de l'État restent importants, mais le maintien de la discipline budgétaire et la mise en œuvre d'autres réformes structurelles essentielles permettraient d'obtenir une croissance dynamique.

34. Dans son budget, le gouvernement a révisé à la baisse son objectif de taux de croissance pour 2003, le ramenant d'abord de 5 pour cent à 4 pour cent, puis à une fourchette comprise entre 3,5 et 4 pour cent. Selon les projections de la Banque mondiale, les répercussions de l'attentat de Bali pourraient coûter jusqu'à 1 point de pourcentage de croissance, et le taux de croissance ne devrait atteindre que 3 à 3,5 pour cent.²⁶ La consommation restera le principal moteur de la croissance. Les autorités pensent que l'excédent global de la balance des paiements diminuera de plus de 2 milliards de dollars EU en 2003, en raison de la contraction de l'excédent des opérations courantes due à la baisse des recettes touristiques (qui représentent environ 10 pour cent du total des recettes d'exportation) et d'une augmentation du déficit du compte de capital due à l'augmentation des sorties d'investissements privés. Le taux d'inflation, qui a déjà diminué en 2002, devrait baisser encore en 2003 pour se rapprocher de l'objectif de 9 pour cent. En ce qui concerne le taux de change, on prévoit une stabilisation aux alentours d'un cours de 9 000 rupiahs pour 1 dollar EU.

²⁵ Ministère des finances (2003).

²⁶ Banque mondiale (2003), page 13.